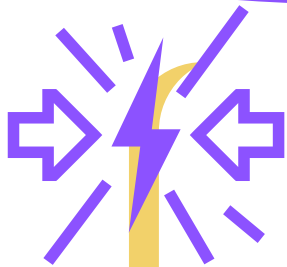


Les recours devant la Cour internationale de justice, modes non pacifiques de règlement des conflits

La CIJ est l'héritière de la Cour permanente de justice internationale, créée par la Société des Nations.

La CIJ siège à La Haye et son statut, entré en vigueur en 1945, est annexé à la Charte des Nations unies. C'est la **principale cour permanente à compétence générale**.

Elle est composée de **15 juges, élus par l'AGNU et le Conseil de sécurité à la majorité absolue**. Elle ne peut comprendre plus d'un juge d'un même État afin de garantir l'égalité entre les pays et elle doit représenter les grandes formes de civilisation et les principaux systèmes juridiques du monde.



Compétence contentieuse de la CIJ

Seuls les États ont qualité pour agir devant la CIJ. Donc, ni les organisations internationales, ni les ONG, ni les entreprises, ni les individus ne peuvent agir dans le cadre de sa fonction contentieuse.

Mais, un État peut prendre fait et cause pour l'un de ses ressortissants : l'État prend les griefs du ressortissant et les fait siens.

Le recours est ouvert de plein droit pour les États parties au statut de la CIJ et pour les autres, les conditions sont fixées par le Conseil de sécurité.

Mais, l'État doit avoir **accepté la compétence de la CIJ** pour qu'elle puisse examiner le litige :

- Par un **compromis ad hoc** : postérieurement à la naissance d'un litige, les États vont dans un compromis demander à la CIJ d'examiner le litige soit pour donner une réponse définitive, soit pour donner le droit applicable.
- Par une **clause compromissoire** : les États s'engagent par avance dans un traité à reconnaître la compétence de la CIJ.
- Par une **déclaration unilatérale de compétence** : chaque État reconnaît comme obligatoire la compétence de la CIJ à l'égard de tout autre État acceptant cette même obligation, en amont de tout conflit.

Enfin, la CIJ peut être saisie :

- Soit par **notification du compromis ad hoc**
- Soit par la **présentation d'une requête unilatérale**.

Ensuite, la procédure se découpe en une phase écrite puis une phase orale. Et la CIJ rendra un arrêt à la **majorité** des juges, arrêt **définitif, sans recours**, revêtant l'**autorité de la chose jugée**.

Les recours devant la Cour internationale de justice, modes non pacifiques de règlement des conflits



Compétence consultative de la CIJ

La CIJ peut rendre des **avis consultatifs** sur toute question juridique. Cette procédure est ouverte aux organes et institutions autorisés par la Charte des nations unies mais, pas aux États.

→ Le maintien de la paix et de la sécurité internationales par l'encadrement du recours à la force

1

Le pacte de la SDN

L'article 12 de ce pacte pose un **principe de limitation du recours à la force armée** et non une interdiction. Et les États conviennent qu'en aucun cas, ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de 3 mois après la sentence arbitrale non respectée.

2

Le pacte Briand-Kellog

Il **interdit clairement le recours à la guerre la jugeant hors la loi**, mais a été ratifié par 63 États seulement et ne prévoit **aucune sanction** en cas de violation.

3

La Charte des nations unies

Elle pose le **principe d'interdiction du recours à la force armée** et interdit aussi bien la menace que l'emploi réel de la force.

Les recours devant la Cour internationale de justice, modes non pacifiques de règlement des conflits

Le Conseil de sécurité des nations unies, le gardien principal de la paix et de la sécurité internationales

Le Conseil de sécurité est composé de **15 membres dont 5 membres permanents** qui disposent d'un **droit de veto** :

- Chine
- États-Unis
- France
- Royaume-Uni
- Russie.

Les 10 autres membres sont élus par l'AGNU pour un mandat de 2 ans et ne disposent pas de droit de veto.

Ce conseil constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression → **fonction policière**. Il est autorisé à prendre des mesures provisoires de sauvegarde.

Il peut ensuite choisir de prendre des mesures non coercitives, mais aussi des mesures coercitives (limite au principe d'interdiction du recours à la force armée). Faute de comité d'état-major, ces actions sont, en pratique souvent, menées par des forces armées multinationales légitimées par l'ONU.



→ Les casques bleus

Ce sont des militaires et des civils de tous les États membres de l'ONU qui ne peuvent agir que sur mandat du Conseil de sécurité. De plus, ils doivent attendre le consentement de l'État pour agir, ils doivent respecter l'impartialité et ne peuvent recourir à la force armée sauf légitime défense ou mandat de défense.

Les recours devant la Cour internationale de justice, modes non pacifiques de règlement des conflits



Le rôle subsidiaire de l'assemblée générale des nations unies

Si les membres permanents du Conseil de sécurité usent de leur droit de veto alors que la paix et la sécurité internationales sont en jeu, alors l'AGNU, en vertu de la résolution 377 "Dean Acheson", peut formuler des **recommandations non obligatoires** en cas de paralysie du Conseil de sécurité.



L'exception de la légitime défense

C'est l'exception la plus importante de l'interdiction du recours à la force armée. C'est un droit naturel qui peut être individuel ou collectif. Dans le cas où un État membre de l'ONU est l'objet d'une agression armée, et jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales, cet État peut recourir à la force armée.

3 conditions sont tout de même nécessaires :

- Il doit exister une **agression armée préalable**
- L'action doit être **nécessaire** au regard du risque
- L'action doit être **proportionnée** à l'intensité de l'agression.